

TOCQUEVILLE MAGAZINE

HEBDO EXCLUSIVEMENT SUR INTERNET

N° 569 20 MAI 2008

Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques, favorisant les libertés économiques, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour (presque) chaque mardi à 0 heures.

Reproduction: Les textes et articles de TOCQUEVILLE MAGAZINE peuvent être reproduits librement avec indication de la provenance.

LES TEXTES DE TOCQUEVILLE MAGAZINE PEUVENT ETRE REPRODUITS LIBREMENT ET SANS MODERATION

Le 22 mai sera la fête de sainte Rita, patronne des causes désespérées décédée le 22 mai 1457. Elle fut honorée ainsi car toute sa vie fut une succession de retournements étonnants. Epouse, veuve et religieuse, elle fut aussi l'occasion de miracles innombrables.

EDITO

LA RICHESSE DES EX-PREMIERS MINISTRES

La richesse des ex-premiers ministres dans la République Fromagère est absolument légendaire.

Chacun d'entre eux doit coûter environ au moins 3 millions d'euros. Il y en a probablement une dizaine encore en circulation ce qui conduit à un total de 30 millions d'euros. Si l'on multiplie par le coefficient cinq habituel, nous arrivons à 150 millions d'euros.

Les impôts et charges inévitables qu'ils génèrent doivent conduire vraisemblablement à environ 20 000 chômeurs.

Évidemment personne n'osera jamais soulever le sujet car leur clientèle est absolument immense et dans le jeu éternel des barbichettes chacun se tient.

Aux coûts, il s'ajoute le fait qu'ils essaient de se rendre utiles. En effet, pour justifier leur incroyable statut, ils cherchent à obtenir des missions ou de nouvelles prébendes afin de montrer qu'ils ont quelque utilité.

C'est ainsi que Monsieur Raffarin, qui a laissé la France dans un état parfaitement pitoyable, a eu la chance de pouvoir être désigné par M. Sarkozy pour aller essayer d'apaiser les relations entre Paris et Pékin dans le cadre des jeux olympiques.

Cela veut dire sans doute que l'ambassadeur de France en Chine doit être un fieffé gamin ou un incapable puisqu'il n'a pas été actionné pour cette tâche à laquelle les ambassadeurs sont normalement dévolus.

DU NEUF ET DU DEJA VU

LE TEKNIVAL

Quand on est préfet de l'Eure-et-Loir de la République Fromagère, l'on est heureux, content et formé à vraiment peu de frais. Ce préfet a retenu avec imprudence « l'ambiance bon enfant » du teknival qui vient de se tenir sur son territoire. Il n'y eut que 73 interpellations. Bien évidemment des grammes et des grammes, et des comprimés et des drogues interdites ont été et saisis et des revendeurs de drogue ont été interpellés avec 50 000 € dans leur véhicule ; il s'est ajouté des dizaines d'hospitalisations.

Il commente avec quelque naïveté que « le bilan est globalement positif » et qu'il a beaucoup appris ce week-end car ce teknival avait été une « réalité à la fois musicale, culturel et sociétale » : cela ne s'invente pas. Bien entendu les contribuables ont dû casquer : l'État a mobilisé 522 gendarmes, 150 policiers nationaux 70 sapeurs-pompiers et 50 secouristes. Quant à l'inénarrable Roselyne Bachelot, elle a déclaré : « il faut laisser nos enfants danser ».

COURRIER DES LECTEURS

(Nous publions des lettres telles qu'elles nous parviennent ; il est rare que nous les commentions, même quand nous ne partageons pas les point de vue exprimé. A chacun de juger)

DES FAILLITES DE MUTUELLES

Très chère amie, et très chers amis,

Depuis quelques temps, je me pose la question lancinante suivante :

Y-a-t-il un lien de cause à effet entre le passage aux 35 heures , par rapport aux 39 heures initiales et la faillite de 216 mutuelles signalée par l'ACAM sur les 2091 relevées initialement par cet organisme en Décembre 2005 (il ne reste que 1875 actuellement , en Décembre 2007) ?

En effet, je suis assez surpris de la concordance des deux résultats absolus suivants :

-que le passage de 39 heures à 35 heures ait provoqué un effondrement de 10,25641 % de l'activité économique, et donc un effondrement d'un peu plus de 10 % du facteur d'enrichissement économique , donc de croissance économique .

-que 216 mutuelles aient fait faillite sur les 2091 recensées initialement par l'ACAM ou CCAMIP en Décembre 2005. Il n'en reste que 1875 actuellement, en Décembre 2007. Autrement dit , il y a eu en deux ans 10,33 % de faillites de mutuelles .

On ne peut être que surpris par la similitude de ces deux pourcentages " d'effondrement " traduisant les conséquences d'une politique économique étatique désastreuse voulant à tout prix maintenir l' (In) Sécurité (A) Sociale .

Je souhaiterais savoir s'il existe vraiment cette corrélation terrible entre ces deux résultats ou si ce n'est qu'un curieux hasard (mais est-ce un si curieux hasard que cela ?) .

Je vous remercie de vos infinies gentilleses.

Philippe-Arnaud BRUGIER .

GREVE DES LYCEENS

Très chère amie, et très chers amis ,

Vous n'ignorez pas, que , en ce moment , il y a l'Affaire Bessancenot , le dirigeant de la LCR , qui aurait été espionné par une entreprise américaine .

Or, les media officiels n'ont jamais voulu dire comment la LCR était financée et par qui , car c'est probablement l'objet de cet " espionnage " .

Or, depuis quelques semaines , sur France Inter , l'émission RENDEZ-VOUS AVEC X , dirigée par Patrick Pénot , le Samedi , entre 13 heures et 14 heures , a fait état de l'histoire des régimes communistes , en RDA , en Hongrie , en Tchécoslovaquie , en Pologne , en URSS . On apprend que des anciens des différentes polices politiques communistes ont dilapidé les caisses des Etats communistes, avant la Chute du Communisme, en 1989 .

Les différentes manifestations, extrêmement violentes " alter mondialistes " de l'extrême gauche, dont fait partie Bessancenot , sont , précisément , financées par ces anciens des polices politiques communistes .

On comprend pourquoi les media officiels ne parlent jamais du financement des trotskistes, staliniens, néo-nazis , communistes révolutionnaires , parce que cela révélerait ce qu'il s'est, effectivement , passé, entre 1989 et aujourd'hui .

Je vous remercie de vos infinies gentilleses.

Philippe-Arnaud BRUGIER .

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

LE FLASH

(A diffuser sans modération)

LUNDI 19 MAI 2008

L'EXPROPRIATION DU TEMPS PRIVE

Tous les économistes savent que le socialisme conduit à l'esclavage par les impôts et réglementations. Les pouvoirs socialistes qui, sous des déguisements divers, gouvernent la France depuis des décennies réduisent les « moujiks » à une véritable servitude. D'abord les impôts créent la ruine, même si on la masque sous le vocable plus acceptable de paupérisation ; tous les systèmes esclavagistes de l'histoire ont ruiné les peuples conquis.

Les réglementations abusives parachèvent le « travail ». Tout nouveau « coup de pouce » au smic conduit à la ruine pour tous et, en particulier, des plus pauvres. Mais en plus, ces réglementations sont humiliantes : on est obligé de s'agenouiller devant un édile pour changer sa barrière et, parfois, pour modifier la couleur des volets. Il est connu que l'esclavagisme implique d'humilier les esclaves.

Mais les formalités abusives génèrent des dégâts collatéraux, que la comptabilité nationale ne recense pas. Parmi eux ce que l'on peut appeler « l'expropriation du temps privé », phénomène qui n'est pas assez mis en lumière. Chacun, selon les principes du droit naturel, est propriétaire de son temps, or le socialisme vole aux gens leur temps en imposant des démarches et formalités épouvantables.

Depuis 2006, du temps du pouvoir socialiste de Chirac-Villepin-Sarkozy, les propriétaires-bailleurs ont été soumis à de nouvelles formalités tout à fait absurdes qui les plongent en même temps dans l'embarras vis-à-vis de leurs locataires et, ceci, pour la répercussion légitime des charges locatives que ces locataires doivent supporter.

Un autre exemple est celui des associations dont les dirigeants sont obligés de remplir des formulaires absolument absconses pour obtenir la maigre consolation de permettre à leurs cotisants de déduire les cotisations de leurs impôts. Il y a, selon les règlements, 12 catégories d'associations, chaque catégorie ayant son régime particulier ; les dirigeants

d'associations doivent, sous peine de sanctions diverses, bien clairement indiquer à quelle catégorie appartient leur association ce dont ils sont évidemment incapables. Horreur suprême : les associations reconnues d'utilité publique ont un statut privilégié comme si des élus et des fonctionnaires auraient la légitimité pour déclarer que telle association a plus d'utilité que telle autre ; les « copains et coquins » ne sont pas loin en telle occurrence. Le nombre d'heures volées aux dirigeants d'association est immense et incalculable.

L'on pourrait encore citer les P.E.A. ou Plans d'Epargne en Actions dont le système change sans cesse, ce qui oblige les modestes épargnants à passer des heures à comprendre les nouveautés en vue d'échapper le plus possible au matraquage fiscal.

L'évaluation de cette expropriation du temps privé est évidemment très difficile à faire. Il atteint probablement environ 10 % du total du temps de la population ce qui voudrait dire qu'il représente en fait 10 % de la richesse nationale produite chaque année. C'est « l'expropriation invisible ».

Si vous faites part de cette forme particulière d'esclavage à un ministre ou à un élu, il le prendra de haut ou répondra par une « phrase idiote ». J'ai souvent indiqué que la seule production apparente du socialisme était la production de phrases idiotes. Dans le cas particulier, voici des motifs qu'il invoquera sans rire « respiration démocratique, participation citoyenne, cohésion sociale, modernité... ».

Il est un exemple frappant c'est le tarif réduit de la TVA à 5,5 %. L'importante association « contribuables associés » a réalisé une étude approfondie de la TVA et a bien montré que le système, créé soi-disant pour simplifier, est devenu au fil du temps d'une complexité effroyable.

En voici un exemple absolument insupportable concernant ce taux réduit et c'est le remplissage que j'ai du faire récemment de l'attestation nécessaire qui permet de le mettre en lumière.

Les esclaves que nous sommes doivent remplir cette attestation que l'on dit « simplifiée » mais qui ne l'est pas du tout et manifeste à chaque ligne le bon plaisir des maîtres du moment.

Il faut que le local soit affecté exclusivement ou principalement à l'habitation : que veut dire principalement et voici une source de contentieux indéfini. L'on distingue dans le local certaines pièces qui peuvent être affectés exclusivement à l'habitation mais dans un local affecté pour moins de 50 % à l'usage d'habitation ! Comprenez qui pourra.

L'on distingue les travaux qui ne doivent pas affecter plus de cinq de six éléments cités peu après et il faut cocher les cases de ces éléments. Il est interdit que les travaux entraînent une augmentation de la surface de plancher hors oeuvre nette supérieure à 10 %, avec en plus une exception pour les bâtiments d'exploitation agricole.

A la fin, vient une obligation d'archivage pour les esclaves : Il est nécessaire de « conserver une copie de l'attestation ainsi que de toutes les factures ou notes émises par les entreprises

prestataires jusqu'aux 31 décembre de la cinquième année suivant la réalisation des travaux et à s'engager en produire une copie à l'administration fiscale sur sa demande ».

En conclusion, se profile la terrible menace du fouet pour les esclaves. Lisez bien cette phrase que des millions de gens signent, soit en haussant les épaules soit sans savoir ce qu'ils acceptent : « Si les mentions portées sur l'attestation s'avèrent inexactes du fait du signataire et ont eu pour conséquence l'application erronée du taux réduit de la TVA, le signataire sera solidairement tenu au paiement du complément de taxe résultant de la différence entre le montant de la taxe due au taux de 19,6% et le montant effectivement payé au taux de 5,5 %. »

C'est pour cela qu'il est légitime de parler, dans l'état actuel du pays, d'une « Libération » nécessaire et, espérons-nous probable.

Celle-ci interviendra le jour où les esclaves se réveilleront en masse et il reste à espérer qu'ils ne tardent pas trop.

Michel de Poncins

Pour vous inscrire, inscrire un ami ou vous désinscrire

micheldeponcins@orange.fr

VERS LA RUPTURE

Vous voulez vraiment la Libération de la France. Pour cela il faut la RUPTURE. Vous savez qu'elle ne viendra pas, le pouvoir actuel ne voulant surtout pas la faire et s'organisant pour l'éviter.

Vous avez certainement plein d'idées valables pour réaliser cette rupture.

Allez vite, pour faire connaître ces idées, sur le nouveau blog :

Rupturepolitique.over-blog.com

CITATIONS

« Si l'on cède sur un point essentiel, on finit forcément par capituler »

REVUE DE PRESSE

IMMIGRATION

Désinformation Hebdo nous apprend qu'en Grande-Bretagne un rapport parlementaire a conclu que l'immigration massive que connaît le pays a eu peu ou pas d'effet positif sur l'économie. Ses conclusions sont le contraire des affirmations officielles et sont tirés d'un rapport de la chambre des Lords.

Nous citons : « les autorités locales disent qu'il y a de gros problèmes dans le secteur de la santé, de l'éducation, du logement. Tous ces problèmes se trouvent dans certaines zones du pays. Le gouvernement doit commencer à se pencher dessus »

et aussi

« La hausse exponentielle du nombre d'immigrants n'a jamais été débattue au parlement et cela n'a jamais fait l'objet d'un véritable processus ministériel. Elle s'est produite par défaut parce que le gouvernement a perdu le contrôle de nos frontières. Ce n'était pas vraiment une politique mais plutôt le manque de volonté politique et de compétences gouvernementales ».

Le ministre de l'immigration à tout aussitôt déclaré dans la foulée que l'immigration était bonne pour le pays et apportait de l'argent à l'économie.

LES BREVES

L ENSEIGNEMENT DE L'ESCLAVAGE

Une cérémonie pour la mémoire « de la traite négrière, de l'esclavage et de leur abolition » s'est déroulée dans les jardins de Luxembourg à Paris et ceci sous la présidence de Nicolas Sarkozy.

Bien entendu il était pas du tout question de dire la vérité c'est à dire que l'esclavage était le fait des musulmans et celui des chefs africains bien avant d'être l'occasion pour les Européens de se livrer au commerce triangulaire. Il n'était pas non plus question de rappeler que c'est le christianisme qui a commencé à supprimer l'esclavage et finalement à le détruire dans beaucoup de pays, la religion musulmane au contraire prolongeant l'esclavage et le justifiant.

Le pire est que l'on voudrait mettre cette question au programme des écoles primaires. Or, l'essentiel pour nos enfants c'est d'apprendre à lire et à compter, tout au moins sur le plan de l'enseignement, car il y a bien d'autres choses importantes à leur apprendre.

L'objectif du pouvoir est évidemment de commencer dès l'école primaire de la propagande en faveur de l'anti-France.

L'ART CONTEMPORAIN

L'art contemporain et ses horreurs continuent à progresser sans cesse avec la faveur surprenante de certains multimilliardaires.

En outre, il est puissamment aidé par les pouvoirs publics qui subventionnent les FRAC ou « Fonds régionaux d'art contemporain »

C'est ainsi que l'AGRIF a décidé d'agir en justice contre une exposition à Nancy qu'il juge tout à fait infâme.

Nous ne citerons que quelques détails.

Dans une salle, une artiste se taillade les lèvres au rasoir à côté d'un corps nu au féminin !

Dans une autre salle la mère et le père de l'artiste sont en train de régurgiter un oignon. !.

Au milieu de telles horreurs il y a bien évidemment, suivant l'usage, des attaques contre le christianisme

Le Préfet de Lorraine a répondu : « les FRAC favorisent depuis leur création en 1982 une meilleure connaissance de l'évolution de la création contemporaine et permettent en cela l'accès aux démarches majeures de l'art actuel. Le FRAC de Lorraine s'inscrit de longue date dans cette histoire avec un intérêt tout particulier pour les oeuvres à dimension politiques et sociales. Le public est ainsi invité à porter un regard distancé et critique sur son époque »

Pour rassurer, il a fait porter des remarques sur un panneau installé à l'entrée signalant que certaines oeuvres peuvent heurter certaines sensibilités notamment du jeune public » On remarquera que le public adulte est également choqué mais que cela ne fait rien à ce Préfet.

Enfin c'est ce préfet qui est le plus à plaindre de devoir se livrer à de telles sottises simplement pour garder sa place.

LES DOCUMENTS

http://www.libres.org/francais/editorial/1708_affameurs.htm

LES AFFAMEURS

Ces derniers jours, tout le monde s'est ému à juste titre des rapports de la FAO et du FMI nous alertant sur la famine qui ravageait de nombreux pays.

Depuis quelques années on s'était progressivement rassurés : les progrès techniques, commerciaux et politiques avaient sauf accidents éliminé la faim dans le monde, même si des millions de personnes et notamment d'enfants souffraient de malnutrition. Le cri d'alarme lancé par les institutions internationales n'en a été que plus dramatique : un retour douloureux aux réalités.

Viennent maintenant les commentaires. Et, ici aussi, on voit resurgir des discours que l'on croyait définitivement oubliés. La manchette de l'Humanité était la plus impressionnante : « Les plus démunis paient la spéculation financière : nouvel exemple des ravages de la mondialisation capitaliste ». Pour faire bon poids, la une de l'organe du Parti Communiste Français citait le grand philosophe Jacques Derrida : « Jamais la violence, l'inégalité, l'exclusion, la famine et donc l'oppression économique n'ont affecté autant d'êtres humains dans l'histoire de la terre et de l'humanité ».

José BOVE, pour sa part, n'hésitait pas à rapprocher la misère des peuples affamés avec l'argent dépensé en un jour par les États-Unis pour leurs interventions en Irak. Enfin, l'Organisation Mondiale du Commerce a été mise en accusation, parce que trop occupée à promouvoir le libéralisme et à accroître le profit des grands groupes alimentaires mondiaux. Quant à la liaison avec les subprimes, elle devrait être assez évidente : les

investisseurs n'ayant plus confiance dans les placements financiers ont reporté leurs fonds sur la spéculation à la hausse des produits alimentaires et des matières premières – ce qui n'a pas manqué de provoquer une hausse encore plus forte.

Pour ma part, j'ai regardé et j'ai écouté, pour me faire une opinion, éclairée par les quelques bribes de science économique que j'ai glanées au cours de ma carrière.

J'ai regardé la carte de la faim dessinée par la FAO. Elle avait un grand air de parenté avec une autre carte, que je consulte assez souvent, sur les indices de liberté économique dans le monde. Surprise : parmi les pays les plus atteints je trouve aussi les pays les tout derniers dans le classement mondial suivant les indices en question : Corée du Nord (dernier absolu), Zimbabwe, République du Congo, Guinée Bissau, Burundi, république Centre Africaine, Ruanda et Haïti bien sûr. Un pays fait exception, le Mexique, classé cinquantième. Mais tous les autres sont dans les cinquante derniers du classement. Simple corrélation statistique ? Je rappelle que l'indice de liberté économique est établi en fonction de critères bien précis : importance de l'Etat et des dépenses publiques, respect de la propriété privée, ouverture des frontières, libre entreprise et libre circulation des capitaux, stabilité monétaire et flexibilité du marché du travail. Comment s'étonner de ce que la Corée du Nord, dictature planifiée, militaire et soviétique, affame son peuple ?

Pourquoi Monsieur Mugabe a-t-il chassé les Blancs du Zimbabwe de leurs propriétés pour les distribuer à sa clientèle politique ? Depuis combien de temps Haïti est-elle soumise aux brigands et militaires (souvent les mêmes) ? On peut évidemment soutenir que ces peuples ignorent la liberté parce qu'ils sont pauvres. Mais c'est oublier que beaucoup de nations, naguère pauvres, sont sorties de la misère en moins de vingt ans, grâce à l'ouverture sur le marché mondial, à l'importation de capitaux et d'entrepreneurs privés, au micro-crédit et au désir de travailler et de progresser. Ailleurs les milliards de l'aide publique internationale ont servi à créer des armées bien équipées, et surtout une nomenclatura enrichie par le pouvoir, violente et corrompue. C'est sans doute cette injustice que voulait dénoncer Jacques Derrida.

J'ai écouté aussi des propos surprenants. Les uns étaient assez naïfs. Voilà que les Indiens et les Chinois se mettent à se développer, et veulent tout d'un coup avoir plus d'énergie et de matières premières. Certains ont même l'outrecuidance, comme le dit un grand quotidien du soir (qui ne réussit pas semble-t-il à rassasier ses lecteurs ces derniers temps), de « passer d'un repas par jour à deux ». Il y a quelques mois seulement, on leur reprochait de faire du dumping social parce qu'ils se contentaient de manger un bol de riz. Fini le dumping ?

D'autres propos m'ont tout à fait abasourdi. J'ai entendu des gens, pourtant peu suspects d'ultra-libéralisme, mettre en cause les biocarburants. Arracher la forêt équatoriale ou même les cultures vivrières pour planter du colza destiné à sauver la planète : c'est sans doute le comble de la bêtise mais aussi de l'inhumanité. Je crois que la prochaine étape sera de dire la vérité sur les éoliennes, et de faire savoir qu'elles consomment plus d'énergie qu'elles en fournissent, et défigurent totalement le paysage naturel. Il est révoltant que les disciples de Monsieur AL GORE et les faucheurs de José BOVE condamnent des peuples entiers à la pénurie alimentaire, puis à la famine. On ne l'a pas assez dit : pendant que le

triste président CHIRAC faisait son numéro de malthusianisme à Johannesburg, il y avait dans les rues de la ville des milliers de manifestants demandant la liberté de cultiver des plantes OGM.

Et le président de Nestlé, qui n'est pas un farceur, a accusé les anti-OGM d'empêcher un tiers de l'humanité de manger à sa faim.

Pour l'instant en France nous en sommes encore au couplet : « Ne touchez pas à notre Grenelle ». Nous avons constitutionnalisé le principe de précaution, sans prendre pour autant la précaution la plus élémentaire : se débarrasser des affameurs, qu'ils aient le visage des dictateurs, des collectivistes ou des utopistes, qu'ils répandent la peste verte ou la peste rouge. Des millions d'enfants, des peuples entiers, souffrent aujourd'hui de la coupable propagande des ignorants et des idéologues.

« Communistes de tous les pays, vous m'êtes une puanteur » disait Proudhon.

Jacques Garelo

Le 21 avril
